

VERNEUIL PARTICIPATIONS S.A.

Société anonyme au capital de 10.992.650 €

29 rue Viala - 75015 PARIS

542 099 890 R.C.S. Paris

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2012

SOMMAIRE

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL	3
RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2012	4
COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012	10
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	40

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le premier semestre 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 4 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2012, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012

Isabelle BERNARD DELORE
Président Directeur Général

VERNEUIL PARTICIPATIONS
S.A. au capital de 10.992.650 €
29 rue Viala - 75015 PARIS
542 099 890 R.C.S. Paris

RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2012

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012

DUC

Au 30 juin 2012, VERNEUIL PARTICIPATIONS détient 403.158 actions DUC représentant 21,64% du capital et 23,98% des droits de vote.

Le premier semestre 2012 s'est déroulé dans un contexte de morosité pour l'ensemble des filières agroalimentaires. Le fléchissement des matières premières à la fin 2011 a été mis à profit par la distribution pour obtenir des baisses de tarifs dès le début 2012. Malheureusement, après quelques mois de répit, les céréales et les protéines sont reparties vers une ascension vertigineuse tirant les coûts de revient très fortement à la hausse.

DUC a plutôt bien géré cette période tendue avec un chiffre d'affaires en légère hausse par rapport à 2011.

Le bouclage du plan stratégique à l'horizon 2012 a permis de mettre l'accent sur l'innovation.

L'assemblée générale mixte du 6 avril 2012 a décidé de réduire le capital de DUC de 9.872.246,40 € par réduction de la valeur nominale des actions et par apurement d'une partie des pertes antérieures.

FINANCIERE DUC

Cette société détient toujours 807.797 actions de la Société DUC, ce qui correspond, au 30 juin 2012, à 43,37% du capital de DUC et à 46,85% des droits de vote.

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS - SFC

Au 30 juin 2012, VERNEUIL PARTICIPATIONS détient 994.065 titres SFC, soit 19,52% de son capital et de ses droits de vote.

Au premier semestre de l'exercice 2011-2012 (période du 1^{er} novembre 2011 au 30 avril 2012), l'activité des Centres de Jeux Virtuels reste stable à périmètre égal avec un chiffre d'affaires de 1,1 M€.

Le chiffre d'affaires semestriel du site du passage des Princes fait apparaître une baisse de 2%.

En application du Plan de Continuation homologué le 21 juillet 2011 par le Tribunal de Commerce de Paris, la première échéance du 21 juillet 2012 a été payée par SFC.

La continuité d'exploitation, principe comptable retenu par le groupe SFC pour la préparation des états financiers au 30 avril 2012, repose sur les actions mises en œuvre par la société pour respecter les modalités de son Plan de Continuation. Ces actions consistent, pour ses activités de casinos à :

- se recentrer sur les métiers du jeu et ses activités périphériques (restauration, hôtellerie, spectacles, évènementiel) obligatoires ou génératrices de trafic,
- mettre en place et améliorer la mixité des jeux en installant de nouveaux jeux autorisés et en profitant des nouvelles opportunités technologiques accordées par le régulateur,
- poursuivre la croissance externe par l'acquisition de nouvelles exploitations de petite ou moyenne taille ayant vocation à être développées.

et pour les centres de jeux virtuels à :

- rechercher des rentabilités nouvelles pour le centre situé Passage des Princes à Paris,
- poursuivre la politique d'accords de partenariat ponctuels,
- développer de nouveaux partenariats avec de grands groupes,
- interrompre ou ne pas renouveler des partenariats non rentables,
- poursuivre la rotation du parc machines chez ses partenaires.

Les résultats consolidés sont positifs à hauteur de 219 K€. La fréquentation des casinos est en baisse de 5,07%. La conjoncture actuelle a certainement un impact significatif difficilement quantifiable.

Cette baisse de fréquentation n'a pas affecté le Produit Brut des Jeux puisqu'une augmentation sur la période de 3%, avec un Produit Brut des Jeux de 6,9 M€, a été observée. Le Produit Net des Jeux a augmenté de 2,26% avec 4,2 M€.

Le chiffre d'affaires hors-jeux est en hausse de 6,07% avec 1,1M€ contre 1M€ au 30 avril 2011. La partie restauration progresse quant à elle de + 15,14% au regard de la période précédente. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du groupe de valorisation des activités annexes.

Au total, le chiffre d'affaires de l'activité casinos est en hausse de 3,42% avec 8M€ contre 7,7M€.

Ainsi, grâce aux investissements réalisés et à la stratégie du groupe, SFC a réussi à augmenter son chiffre d'affaires de 3,03%, en dépit d'une baisse de la fréquentation de ses établissements de 5,07 %. Cette hausse du chiffre d'affaires est due à l'augmentation du Produit Brut des Jeux qui a été engendrée par la mise en place du « Ticket in ticket out », de nouvelles machines à sous et une amélioration du chiffre d'affaires annexe. La nouvelle direction a mis en place une politique d'offerts optimisés et ciblés qui permet également aux meilleurs clients de rester plus longtemps dans nos établissements.

Les Commissaires aux Comptes de SFC ont certifié les comptes consolidés semestriels, tout en attirant l'attention sur les points suivants :

- la note « Correction des comptes antérieurs » de l'annexe qui expose la correction d'erreur sur les actifs incorporels ainsi que le changement de présentation du chiffre d'affaires intervenus sur la période ;

- la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe concernant le maintien du principe comptable de continuité d'exploitation qui repose sur les actions mises en place par la société pour respecter les modalités de son plan de continuation.

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR - EEM

VERNEUIL PARTICIPATIONS a maintenu au même niveau sa participation dans le groupe EEM.

Les comptes consolidés semestriels se traduisent par une perte consolidée de (24,87) M€ et une perte sociale de (21,03) M€ incluant une dépréciation de 20 M€ de l'investissement d'EEM dans GASCOGNE.

Dans leur rapport du 12 novembre 2012, les Commissaires aux Comptes d'EEM, ERNST & YOUNG ET AUTRES et DELOITTE & ASSOCIES, précisent que sur la base de leur examen limité, ils ne sont pas en mesure d'exprimer une conclusion sur la conformité des comptes semestriels consolidés résumés d'EEM avec la norme comptable IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

Le fait marquant du semestre a été l'émergence des difficultés industrielles et financières de GASCOGNE qui ont amené l'ouverture d'une procédure de conciliation avec un report de certaines échéances. EEM a soutenu GASCOGNE dans ses efforts de restructuration par l'apport d'une somme de 6.000.000 € en compte courant. Suite à un remboursement partiel, le solde sera remboursable en six échéances de janvier à juin 2013.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 s'est élevé à 0,95 M€ contre 3,17 M€ à pareille époque de 2011. Il provient de cessions réalisées par le secteur immobilier du Groupe.

Le premier semestre a également été marqué par le versement, en février, d'un acompte sur dividende 2011 de 2,5 € par action.

Les opérations de réméré immobilier ont été abandonnées, faute de financements et d'opportunités.

L'hôtel Victoria Angkor, avec un taux d'occupation de plus de 60%, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,84 M€ soit une progression de plus de 25% par rapport à l'exercice précédent.

Le début du dénouement des opérations engagées avec IMMO VAUBAN a été constaté. Rappelons qu'il s'agit de prises de participations dans quatre sociétés de multipropriété destinées à être dissoutes.

EVOLUTION DEPUIS LE 30 JUIN 2012

DUC

L'inflation démesurée des matières premières devrait impacter à la fois le marché en termes de consommation et le résultat des entreprises du secteur.

Les efforts permanents du Groupe DUC pour gagner en compétitivité le positionnent favorablement pour atteindre ses objectifs.

L'impact de la reprise de deux sites de DOUX n'est pas significatif. Les performances et la contribution de ces deux sites à l'activité du groupe DUC seront plus lisibles sur le quatrième trimestre 2012.

Le 10 septembre 2012, le Tribunal de Commerce de Quimper a décidé de retenir l'offre de reprise de deux sites DOUX. Une société par actions simplifiée, dénommée « DGS » a été constituée, dont le capital est détenu à parts égales par DUC et le groupe GLON SANDERS HOLDINGT. Cette nouvelle société sera dirigée par un Directoire sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Pour le Groupe DUC, la reprise de ces deux nouveaux sites industriels est le fruit d'un projet constructif, professionnel et porteur d'avenir pour un secteur stratégique de l'économie agricole française. Ils viennent désormais enrichir la présence du Groupe sur des régions complémentaires à son activité actuelle, et qui concerne le Centre de la France.

Cette opération n'aura pas d'impact significatif sur la trésorerie

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR

Les règlements des bonis de liquidation de trois des quatre SCI mises en liquidation ont été effectués pour un montant de 2,05 M€. EEM a réinvesti 1,3 M€ dans deux opérations analogues.

La quatrième SCI a été mise en liquidation fin septembre 2012.

En juillet 2012, la filiale LES VERGERS a investi 200 K€ dans une nouvelle opération de réméré.

Concernant GASCOGNE, les discussions prévues par l'accord de conciliation ont repris mais n'ont pas encore abouti et se poursuivent afin d'examiner l'adéquation des mesures prises aux évolutions constatées.

Le Groupe a réalisé au troisième trimestre un chiffre d'affaires de 74,1 M€.

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Dans le cadre de sa stratégie de développement, la société SFC a repris la majorité du capital de la société CECPAS, exploitante du casino de Collioure, actuellement en procédure de sauvegarde.

Cette acquisition a été faite sous condition résolutoire de l'homologation d'un plan d'apurement du passif présenté par SFC au Tribunal de Commerce de Perpignan.

Cette acquisition permettra à SFC de se renforcer dans son cœur de métier et de développer ses activités périphériques.

RESULTATS

Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 est resté quasiment stable par rapport à celui du premier semestre 2011 puisque la hausse enregistrée n'est que de 0,05%. La synthèse des résultats semestriels est la suivante :

<i>(en K€)</i>	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Chiffre d'affaires	90.189	90.151	180.682
Résultat opérationnel courant	268	(1.511)	(400)
Résultat opérationnel	249	(1.513)	(676)
Résultat net	(5.941)	1.642	1.043
Résultat net part du Groupe	(5.971)	2.280	1.508
Résultat net par action (en €)	(5,41)	1,49	0,95

TENDANCES ET PERSPECTIVES

DUC

L'énorme inflation sur les matières premières aura un impact à la fois sur le marché en termes de consommation et sur le résultat des entreprises.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu, dans un avenir proche, à une offre concentrée dans les mains des quelques grands groupes seulement.

Ses efforts permanents pour gagner de la compétitivité positionnent favorablement DUC pour atteindre ses objectifs et la mise en place du plan stratégique 2015 doit conforter durablement sa position chez ses clients.

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

SFC continue à privilégier la rentabilité du site exploité en nom propre au Passage des Princes.

Le nouveau site Internet de la Tête dans les Nuages a permis de redynamiser les contacts, notamment par les réseaux sociaux mais aussi par le contenu et les offres de communication mis en ligne.

Le nouveau logo a été intégré par le public et prend sa part dans le renouveau de l'enseigne « La Tête dans les Nuages ».

Pour le secteur des casinos, la mise en place d'une comptabilité analytique plus spécifique permettra une meilleure maîtrise des charges dans les exploitations du Groupe. La stratégie groupe axée sur la rentabilité des activités annexes permettra certainement d'augmenter le chiffre d'affaires hors-jeux.

Au casino de PORT LA NOUVELLE, des projets sont à l'étude pour la création d'une terrasse donnant sur le restaurant et la discothèque.

Le casino de CHATELGUYON entreprend des travaux d'aménagement afin d'intégrer les grands jeux dans la salle machine à sous. Cette nouvelle disposition permettra également aux joueurs de commander ou consommer sans devoir quitter la salle de jeux.

L'installation de nouvelles machines toujours plus attractives permet de maintenir l'attrait de la nouveauté à nos exploitations. L'accueil et le service clientèle seront également optimisés.

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR

Le principal actif d'EEM est constitué des titres qu'elle détient dans le capital de GASCOGNE.

Actuellement, EEM dispose de peu d'informations précises sur la situation de sa filiale. L'essentiel de la perte provient du pôle bois, qui n'a pas de perspectives.

La société EEM se trouve donc dans l'attente de précisions quant au devenir de GASCOGNE.

REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2012

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital et des droits de vote
Verneuil et Associés	989.385	90,00%
Autres actionnaires nominatifs	18.639	1,70%
Foch Investissements	21.643	1,97%
Public	69.598	6,33%
TOTAL	1.099.265	100,00

La répartition du capital de la Société n'a pas connu d'évolution notable depuis le 31 décembre 2011.

PARTIES LIEES

En ce qui concerne l'évolution des parties liées, celle-ci est précisée dans l'annexe, ci-jointe, aux comptes semestriels consolidés (article 15b).

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe sur l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012
Le Conseil d'Administration

VERNEUIL PARTICIPATIONS

Société anonyme au capital de 10 992 650 euros

Siège social: 29, rue Viala, 75015 Paris

RCS Paris B 542 099 890

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS RESUMES

AU 30 JUIN 2012

I. BILANS CONSOLIDES

(en K euros)	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Ecarts d'acquisition - Goodwill		0	0
Immobilisations incorporelles		677	696
Immobilisations corporelles		25 245	25 540
Immeubles de placement		0	0
Participations dans des entités liées		0	0
Titres mis en équivalence		12 176	20 429
Autres actifs financiers non courants		2 803	2 210
Autres actifs non courants		0	0
Impôts différés		0	0
ACTIFS NON COURANTS		40 901	48 874
Actifs biologiques		6 830	6 498
Stocks et en-cours		8 846	8 378
Clients		22 365	22 949
Autres actifs courants		5 500	3 437
Actif d'impôt exigible		233	202
Trésorerie et équivalents de trésorerie		697	1 407
ACTIFS COURANTS		44 470	42 871
ACTIFS NON COURANTS ET GROUPES D'ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE		0	0
TOTAL DEL'ACTIF		85 372	91 745
Capital		10 993	10 993
Réserves consolidés		4 159	3 279
Ecarts de conversion		-349	-358
Résultat net part du groupe		-5 971	1 508
Capitaux propres part du groupe		8 831	15 422
Intérêts des minoritaires		485	695
CAPITAUX PROPRES		9 316	16 117
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 518	2 227
Autres passifs non courants		2 814	2 856
Provisions non courantes		4 465	3 693
Impôts différés		16	16
PASSIFS NON COURANTS		8 812	8 792
Emprunts auprès des établissements de crédit		24 211	22 180
Emprunts et dettes financières divers		5 450	5 981
Fournisseurs		26 156	27 737
Dettes fiscales et sociales		9 896	10 198
Autres dettes courantes		1 420	691
Provisions courantes		111	49
Passif d'impôt exigible		0	0
PASSIFS COURANTS		67 243	66 837
PASSIFS LIES AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE		0	0
TOTAL DU PASSIF		85 372	91 745

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en Keuros)	Notes	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Chiffre d'affaires		90 189	180 682	90 151
Subventions publiques		66	197	136
Autres produits opérationnels		122	348	182
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		90 377	181 226	90 468
Charges opérationnelles :				
Achats consommés		-45 818	-93 865	-47 540
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		679	-179	-892
Charges externes		-25 945	-50 061	-24 683
Charges de personnel		-16 088	-31 346	-16 167
Impôts et taxes		-1 618	-3 704	-1 787
Dotation nette aux amortissements		-1 412	-2 771	-1 371
Dépréciation d'actifs net des reprises :				
Sur goodwill		0	0	0
Sur immobilisations		0	-178	0
Sur actifs financiers		0	0	0
Sur actifs courants		41	-77	310
Pour risques et charges		-245	-21	-103
Autres (produits) charges opérationnelles :				
autres charges		-11	-80	-30
autres produits (charges) exceptionnels		84	330	133
Transfert de charge et production immobilisée		222	328	150
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		268	-400	-1 511
Autres produits et charges opérationnels non courants		-20	-276	-2
RESULTAT OPERATIONNEL		249	-676	-1 513
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		7	16	0
Coût de l'endettement financier brut		-315	-803	-382
Coût de l'endettement financier net		-308	-787	-382
Autres produits financiers		14	23	12
Autres charges financières		-4	-18	-19
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾		10	6	-7
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence		-5 894	2 532	3 544
RESULTAT AVANT IMPOTS		-5 944	1 076	1 642
Charge d'impôt sur le résultat		-8	-33	0
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		-5 951	1 043	1 642
Résultat net d'impôt des activités arrêtées		0	0	0
RESULTAT NET DEL'ENSEMBLE CONSOLIDE		-5 951	1 043	1 642
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère		-5 971	1 508	2 280
Résultat net attribuable aux intérêts des minoritaires		20	-465	-638
Résultat net par action en euros des activités poursuivies		-5,41	0,95	1,49
Résultat dilué par action en euros des activités poursuivies		-5,41	0,95	1,49
Résultat net par action en euros des activités abandonnées		0,00	0,00	0,00
Résultat dilué par action en euros des activités abandonnées		0,00	0,00	0,00
Résultat net par action en euros de l'ensemble consolidé		-5,43	1,37	2,07
Résultat dilué par action en euros de l'ensemble consolidé		-5,43	1,37	2,07
(1) Dont : profit (pertes) de change		6	6	-11

Antériorité retraitée selon IAS 19R

III. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DE RESULTAT GLOBAL	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-5 951	1 043	1 642
Variation des écarts de conversion (EEM)	9	-231	-235
Variation des écarts actuariels (EEM & DUC)	-682	65	94
Variation de la juste valeur des instruments financiers (EEM)	1	-104	32
Ajustement de la valeur des vignes (EEM)	0	0	0
Impôts sur les opérations en capitaux propres (EEM)	0	51	-24
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-673	-219	-133
RESULTAT GLOBAL DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-6 624	823	1 509
.attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	-6 457	1 258	2 139
.attribuable aux minoritaires	-167	-435	-630

Antériorité retraitée selon IAS 19R

IV. TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDES

(en Keuros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	-5 951	1 642
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	5 894	-3 544
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions	1 742	1 461
Autres (produits), charges calculés	-589	5,031
Coût de financement	315	0
Produits financiers	-7	0
Impôt sur les sociétés	0	0
(Plus-values), moins-values de cession et de dilution	17	10
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	1 420	-426
Variation actifs biologiques	-332	98
Variation des stocks	-412	543
Variation des clients	1 033	-234
Variation des fournisseurs	-1 581	1 328
Variation des autres actifs et passifs courants	-2 254	-1 743
Intérêts reçus	4	0
Impôt sur le résultat (payé) remboursé	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE OPERATIONNELLE	-2 122	-433
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles	-1 222	-1 106
Acquisitions d'immobilisations financières	-594	-131
Acquisitions d'autres actifs non courants	0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles	108	0
Cessions d'immobilisations financières	0	6
Cessions, remboursement d'autres actifs non courants	0	0
Cessions d'actifs détenus en vue de la vente	0	0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2 278	0
Incidence des variations de périmètre	-104	0
Incidence des décalages liés aux opérations d'investissement	0	0
variation des autres actifs non courants	0	2 150
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	466	919
Augmentation (diminution) des C/C des associés des minoritaires et des sociétés apparentées	0	0
Acquisition de titres d'auto contrôle	-76	0
Augmentation de capital	0	0
Souscription d'emprunts	0	0
Remboursement d'emprunts	-617	-609
Intérêts payés	-301	0
Augmentation (diminution) des autres passifs non courants	0	0
Souscription (remboursement) d'autres dettes financières	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-994	-609
VARIATION DE TRESORERIE	-2 651	-122
TRESORERIE NETTE		
à l'ouverture	-19 478	-18 528
à la clôture	-22 129	-18 651
Dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	697	1 054
Découverts bancaires	-22 826	-19 705

V. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Capitaux propres part du groupe	Intérêts des minoritaires	Capitaux propres consolidés
31/12/2010 Publié	10 992	22 514	-18 557	14 949	1 247	16 196
retraitements			-782	-782	-390	-1 172
31/12/2010 Retraité	10 992	22 514	-19 340	14 166	857	15 023
Résultat de la période			2 280	2 280	-638	-1 276
Autres éléments du résultat global			-141	-141	8	-133
ST			2 139	2 139	-630	1 509
actions gratuites (EEM)			57	57		57
Divers			10	10		10
30/06/2011	10 992	22 514	-17 133	16 373	227	16 600

31/12/2011 Publié	10 992	22 514	-17 351	16 155	1 060	17 215
retraitements			-733	-733	-366	-1 098
31/12/2011 Retraité	10 992	22 514	-18 084	15 422	695	16 117
Résultat de la période			-5 971	-5 971	20	-5 951
Autres éléments du résultat global			-485	-485	-188	-673
ST	0	0	-6 457	-6 457	-167	-6 624
actions gratuites (EEM)			59	59		59
Divers (EEM)			-101	-101		-101
variation auto contrôle (EEM et DUC)			-92	-92	-24	-116
Divers (Autres)				0	-18	-18
30/06/2012	10 992	22 514	-24 675	8 831	485	9 316

VI. ANNEXE

A) Arrêté des comptes

Les comptes consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 décembre 2012 après examen du comité d'audit le 10 décembre 2012.

B) Faits caractéristiques de la période et évènements postérieurs

1. DUC

Faits majeurs de la période

DUC a enregistré ce semestre un chiffre d'affaires de 90,19 M€ contre 90,13 M€ au 1^{er} semestre 2011. Le résultat opérationnel semestriel enregistre un gain de 306 K€ contre une perte (1.532) K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Le résultat net est un gain de 17 K€ au 30 juin 2012 contre une perte de (1.900) K€ au 30 juin 2011.

L'Assemblée Générale Mixte du 6 avril 2012 a décidé de réduire le capital social de la société mère du Groupe DUC de 9.872.246,40 € par voie de réduction de 9,30 € à 4 € de la valeur nominale des 1.862.688 actions existantes. La réduction de capital est effectuée par apurement d'une partie des pertes antérieures.

Le 15 janvier 2012, la société PEP a activé la clause de garantie de passif concernant la société COBRAL. Cela n'a pas eu d'impact sur les comptes au 30 juin 2012.

Les comptes de la société DUC SA ont été établis au 30 juin 2012 selon l'hypothèse de l'application du principe de continuité de l'exploitation, assurée notamment par :

- le maintien du soutien de la CECAB sous forme d'un encours fournisseurs ;
- des prévisions d'exploitation positives conformément au budget ;

Perspectives d'avenir

Les efforts permanents du Groupe DUC pour gagner de la compétitivité le positionnent favorablement pour atteindre ses objectifs et la mise en œuvre de son plan stratégique 2015 doit conforter durablement ses positions chez ses clients.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu dans un avenir proche à une offre concentrée dans les mains des quelques groupes uniquement.

Evènement postérieurs

Le Tribunal de commerce de Quimper a décidé, le 10 septembre 2012, de retenir l'offre de reprise partielle déposée par le Groupe DUC conjointement à GLON SANDERS HOLDING sur le couvoir DOUX d'Amilly et le site d'abattage de poulets DOUX de Boynes dans le Loiret.

A ces fins, une société par actions simplifiée, dénommée « DGS », a été constituée. Son siège social se situe à Guisriff (56560). Le capital de cette nouvelle société holding est intégralement détenu à parts égales entre le Groupe DUC et GLON SANDERS HOLDING. Cette nouvelle société sera dirigée par un Directoire sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Le projet industriel conçu par le Groupe DUC et GLON SANDERS HOLDING assure désormais la continuité d'exploitation sur ces deux sites et permet de sauvegarder 105 emplois.

Gestion des risques

DUC procède à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment. Les risques pour la durée de la campagne sont appréhendés, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois. Le taux de couverture pour l'achat des principales matières premières au 30 juin 2012 est de 69,1 % des besoins estimés du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012. Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 51.000 tonnes (dont 35.675 tonnes couvertes). On peut estimer qu'une hausse de 10% du prix de l'aliment se traduit par une hausse du prix du produit fini de l'ordre de 3,5%.

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe DUC, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

2. SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (SFC)

La SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS est consolidée par mise en équivalence. VERNEUIL PARTICIPATIONS agit de concert avec EEM. Elle contribue au résultat du Groupe par un gain de 43 K€ sur la période.

La holding SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS est dans la première année de son plan de redressement homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 12 août 2011.

Au 30 juin 2012, VERNEUIL PARTICIPATIONS détient 994.065 titres pour une valeur d'équivalence de 2.941 K€, soit 19,52 % du capital de SFC au prix moyen de 2,96 € par action. Cette valeur est à comparer au cours de bourse de 2,49 € par action au 30 juin 2012 et de 1,55 € au 31 décembre 2011.

Compte tenu des perspectives du plan de continuation projeté, la valeur des titres SOCIETE FRANÇAISE DE CASINOS n'a pas fait l'objet d'une décote au 30 juin 2012.

Les comptes de la SOCIETE FRANÇAISE DE CASINOS ont été établis au 30 avril 2012 selon l'hypothèse de l'application du principe de continuité de l'exploitation en considérant les actions mises en œuvre pour respecter les modalités de son plan de continuation.

Une correction des comptes antérieurs, sans effet sur les résultats et la situation nette, est intervenue dans les comptes au 30 juin 2012. Elle a consisté :

- à annuler la présentation d'actifs incorporels (31 M€) et de l'IDP correspondant (10 M€) puis à reclasser le montant net en goodwill.
- à présenter le chiffre d'affaires avant prélèvement de l'Etat et de la Commune sur les recettes des jeux.

3. ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR (EEM)

La société VERNEUIL PARTICIPATIONS a maintenu sa participation dans le Groupe ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR. EEM présente pour le 1^{er} semestre 2012 un résultat consolidé en perte part du Groupe de (24.867) K€, dont (5.937) K€ de quote-part de résultat attribuable à VERNEUIL PARTICIPATIONS, qui se répartit entre ses différentes activités de la façon suivante :

	Gascogne	Immobilier	Hôtellerie	Casinos	Structure	30/06/2012
Produit des activités ordinaires		939			12	951
Résultat opérationnel courant		-70			-1 601	-1 671
Résultat opérationnel	-20 000	109		-199	-1 577	-21 668
Résultat avant impôt	-23 844	40		-229	-1 432	-25 465
Charge d'impôt sur le résultat						
Résultat après impôt des activités poursuivies	-23 844	40		-229	-1 432	-25 465
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			598			598
Résultat net de l'ensemble consolidé	-23 844	40	598	-229	-1 432	-24 867
dont part du groupe	-23 844	40	598	-229	-1 432	-24 867
intérêts minoritaires						

Le principal fait marquant pour ce semestre est la perte de 23,8 M€ enregistrée par EEM sur le Groupe GASCOGNE. Celle-ci se ventile en :

- 3,8 M€ de contribution négative au résultat des sociétés mises en équivalence, soit 29,76% du résultat déficitaire du 1^{er} semestre du Groupe GASCOGNE (12,9 M€) :
- 20 M€ de dépréciation suite à après appréciation par EEM de la juste valeur de sa participation dans GASCOGNE.

Cette perte valorise les titres GASCOGNE chez EEM à 21,4 M€ au 30 juin 2012.

Les faits marquants du 1^{er} semestre du Groupe GASCOGNE sont résumés ci-après.

L'information détaillée est consultable sur le site du Groupe GASCOGNE : www.groupe-gascogne.com.

Les résultats déficitaires du Groupe GASCOGNE enregistrés en 2011 associés à la progression de l'endettement net ont eu pour conséquence de contraindre le Groupe GASCOGNE à renégocier avec son pool bancaire son crédit syndiqué. Ses covenants n'étant pas respectés au 31 décembre 2011, ses banques avaient la possibilité de demander un remboursement anticipé et l'encours était classé, conformément aux normes IFRS, en dettes à court terme au 31 décembre 2011. Le Groupe GASCOGNE utilisait à cette date un montant de 70 M€ sur un total de 78 M€ autorisé.

Les banques du Groupe GASCOGNE ont accepté pendant la phase de discussion de ne pas demander de remboursement anticipé, de reporter l'échéance de principal de fin mars, et de maintenir des lignes bilatérales. Les banques ont également mis à disposition de la société GASCOGNE en date du 20 février 2012 un prêt relais de 11,6 M€ à échéance de juillet 2012 et l'Etat français a mis à la disposition de la société le 12 avril 2012 un prêt d'un montant de 1,93 M€ qui a été affecté au remboursement partiel du prêt relais, réduisant ainsi l'encours de ce dernier à 9,66 M€ (ces deux prêts forment ensemble le « Nouveau Crédit »).

Le Groupe GASCOGNE a signé un accord de conciliation le 13 juillet 2012 avec ses banques et son actionnaire EEM. Cet accord a été homologué par décision du Tribunal de Commerce de Dax en date du 18 juillet 2012 (Cf. évènements postérieurs).

Les caractéristiques du résultat global du Groupe GASCOGNE au 30 juin 2012 sont les suivantes :

En K€	2012	2011 (1)
Chiffre d'affaires	159.626	162.493
Résultat opérationnel Courant	-4.965	1.310
Résultat opérationnel	-10.702	654
Charges financières	4.319	3.363
Résultat avant impôt	-14.838	-2.711
Impôt sur le résultat	2.834	243
Résultat net des activités poursuivies	-12.004	2.468
Résultat net des activités en cours de cession/cédée net d'impôt (2)	-915	-2.288
Résultat net de l'ensemble consolidé	-12.919	-4.756
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global	-1.403	1.231
Résultat Global	-14.322	-3.525

(1) après retraitement des activités cédées

(2) branche Complexes

Les principales caractéristiques du bilan intermédiaire au 30 juin 2012 sont les suivantes :

En K€		30/06/2012	31/12/2011
ACTIF	Actifs non courants	168.251	168.005
	Dont Immobilisations corporelles	136.270	136.039
	Actifs courants	149.646	153.729
	Dont stocks	98.183	106.482
	Activités en cours de cession	114.049	118.045
	TOTAL ACTIF	431.946	439.779
PASSIF	Capitaux propres, part du Groupe	139.179	153.694
	Dont résultat consolidé	-12.918	-32.567
	Intérêts minoritaires	33	34
	Passif non courant	28.588	42.718
	Dont emprunts et dettes financières > 1an	9.654	11.829
	Passif courant	212.427	184.133
	Dont emprunts et dettes financières < 1an	107.975	88.770
	Activités en cours de cession	51.749	59.200
	TOTAL PASSIF	431.946	439.779

L'endettement net ressort à 120,1 M€ (dont 26 M€ pour les activités en cours de cession) contre 100,8 M€ (dont 20,1 M€ pour les activités en cours de cession) au 31 décembre 2011, soit une hausse de 19,1%. Compte tenu du non-respect des ratios financiers du contrat syndiqué et de l'emprunt auprès de la Banque Palatine au 31 décembre 2011 et du fait que la signature du protocole de conciliation est intervenue postérieurement au 30 juin 2012, la totalité de la dette syndiquée et de l'emprunt auprès de la Banque Palatine reste classé à court terme au 30 juin 2012.

Le Groupe EEM avait retenu dans ses comptes consolidés jusqu'au 31 décembre 2011 comme valeur de sa participation dans GASCOGNE la quote-part de fonds propres de GASCOGNE lui revenant ; l'application de ces principes conduisait à diminuer la valeur de la participation à hauteur de la quote-part de perte lui revenant au 30 juin 2012, à savoir 3,7 M€. Cependant, EEM a considéré, en application du principe de prudence et en tenant compte que GASCOGNE était devenue pour son groupe un actif très significatif (et rendu proportionnellement encore plus important en raison de la cession des hôtels vietnamiens et la redistribution aux actionnaires d'une fraction importante du produit de cette cession), qu'il importait de pratiquer une dépréciation complémentaire de cette participation. C'est pourquoi une dépréciation complémentaire forfaitaire de cette participation de 20 M€, correspondant à environ la moitié de sa valeur dans les livres du groupe, a été décidée ; cette décision, qui ramène la valeur de GASCOGNE dans le Groupe EEM à 21,42 M€, à rapprocher d'une valeur boursière de 2,65 M€ (cours de GASCOGNE le jour de la réunion du Conseil d'administration d'EEM ayant décidé la dépréciation), intègre les éléments suivants :

- E.E.M. est désormais à la fois actionnaire de référence et créancier de GASCOGNE
- EEM a été le seul actionnaire de GASCOGNE à faire son devoir dans le contexte difficile connu par cette participation
- Que l'évolution de son portefeuille d'activités a augmenté de façon très significative le risque présenté pour EEM par GASCOGNE
- La durée du processus de renégociation des créances, toujours très supérieur à l'anticipé, et qui conditionne la mise en œuvre des mesures de restructuration

- industrielle et financière, fait peser le coût du temps sur GASCOGNE et donc sur ces actionnaires dont EEM, et que ces coûts s'alourdissent avec le temps
- Que l'évolution du management, telle que constatée, a plutôt tendance à retarder pour le moment les processus décisionnels chez cette participation
 - Que le cours de bourse de GASCOGNE, qui fait ressortir une capitalisation boursière inférieure à 10M€, est sans rapport avec la valeur des actifs (machine à papier et coucheuse) et des parts de marché de GASCOGNE, notamment dans le papier kraft, et déduction faite de l'endettement et des investissements à réaliser à court terme
 - Qu'en revanche, EEM estime que, nonobstant les rééchelonnements décidés, la charge de remboursement qui pèse sur GASCOGNE du chef de son endettement bancaire, ne pourrait en l'état, et nonobstant les cessions, être supporté par les fruits de son exploitation courante, notamment en raison de la dégradation de la situation de la branche bois
 - Qu'EEM ne peut que prendre acte, une analyse des flux de GASCOGNE ne pouvant être effectuée que sur des bases sectorielles, et ne disposant que des informations mises à la disposition du public, il ne lui est pas possible de déterminer avec précision le montant de dépréciation approprié
 - Qu'en conséquence, la dépréciation pratiquée, forfaitaire, correspond à l'appréciation d'EEM et des aléas pouvant survenir chez cette participation, et du risque particulier qu'elle présente pour elle ; en fonction des évolutions et constatations qui interviendraient, elle réajustera, ou ne réajustera pas la valeur de cette participation lors de l'arrêté des comptes de l'exercice 2012.

Le communiqué d'EEM du 14 novembre 2012 intitulé « Mise à disposition du Rapport Financier et des Etats Financiers semestriels au 30 juin 2012 » précise :

On trouvera ci-après la formulation de l'opinion des Commissaires aux Comptes, ERNST & YOUNG ET AUTRES et DELOITTE & ASSOCIES, en date du 12 novembre 2012 :

I – Conclusions sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit ci-après. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec la Direction Générale et les représentants de celle-ci en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

La valeur nette de l'investissement dans le Groupe GASCOGNE mis en équivalence dans les comptes d'EEM ressort au bilan à 21.415 milliers d'euros après enregistrement d'une dépréciation de 20.000 milliers d'euros au cours du premier semestre 2012 : ce montant est à rapprocher de la quote-part de fonds propres telle qu'elle ressort dans les comptes du Groupe GASCOGNE au 30 juin 2012, soit 41.415 milliers d'euros et de la valeur exprimée sur la base du compte de bourse au 30 juin 2012 qui ressort à 6.773 milliers d'euros.

Comme il est indiqué dans les notes-faits caractéristiques de la période et événements postérieurs à la clôture des comptes semestriels consolidés résumés, le Groupe GASCOGNE connaît des difficultés financières ayant conduit à la mise en place d'un accord de conciliation avec ses banques et son actionnaire EEM, homologué le 18 juillet 2012 et dont l'issue positive et conditionnée par :

- *le respect de certains agrégats financiers trimestriels tels que les niveaux d'EBITBA et de trésorerie ;*
- *l'affectation du produit de cession des entités de la branche Complexes au remboursement des nouveaux financements obtenus.*

En l'absence d'informations publiques disponibles sur les flux de trésorerie futurs et du fait des incertitudes rappelées ci-dessus, le Conseil d'Administration d'EEM a arrêté le principe et le montant global de cette dépréciation selon son jugement, sur la base de l'analyse de la situation du GROUPE GASCOGNE et ses conséquences pour la valeur recouvrable de son investissement sans pouvoir faire application des dispositions de la norme comptable IAS 28 sur les entreprises associées.

Dans ce contexte, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le niveau de la dépréciation de l'investissement dans le Groupe GASCOGNE qui a été constaté au 30 juin 2012.

En outre, les modalités selon lesquelles le montant de la dépréciation a été arrêté ne permettent pas d'en mesurer la sensibilité aux principaux facteurs d'incertitude rappelés ci-dessus.

Sur la base de notre examen limité et en raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure d'exprimer une conclusion sur la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme comptable IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

Au 30 juin 2012, VERNEUIL PARTICIPATIONS détient 760.449 titres EEM. Le cours de l'action EEM au 30 juin 2012 était de 13 €, ce qui valorisait EEM à 9,9 M€ à mettre en regard de la valeur retenue dans les comptes consolidés au 30 juin 2012 de 9,2 M€.

Au 31 octobre 2012, le cours de l'action EEM était de 5,63 €, ce qui valorisait EEM à 4,3 M€.

C) Principes comptables et méthodes d'évaluation

PRINCIPES GENERAUX

1) Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2012, date de clôture de ces comptes. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

2) Méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012. L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (cf. § B de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011) à l'exception :

- de l'adoption des nouvelles normes et interprétations, d'application obligatoire pour le Groupe au 1^{er} janvier 2012, soit l'amendement à IFRS 7 « Information à fournir - Transfert d'actifs financiers » dont l'application n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012.
- l'application par anticipation au 1^{er} janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée (« Avantages du personnel ») dont les effets sont exposés ci-après.

L'application anticipée de cette norme révisée dont l'application est rétrospective a notamment les conséquences suivantes :

- Les engagements du Groupe envers ses salariés sont intégralement comptabilisés à la clôture de chaque exercice ; l'option du « corridor » est supprimée, ainsi que la possibilité d'amortir les écarts actuariels et les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sur la durée résiduelle d'activité des salariés concernés.
- Les écarts actuariels et les coûts des services passés non provisionnés au 31 décembre 2010 ont été comptabilisés par contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1^{er} janvier 2011 ;
- Les écarts actuariels nés postérieurement au 1^{er} janvier 2011 sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » (non recyclables dans le compte de résultat) ;
- Les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1^{er} janvier 2011 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Dotations et reprises de provisions » ;
- Le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs sociaux.

En raison du caractère rétrospectif de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts détaillés de la première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés ci-dessous.

Concernant le bilan, seul le passif est affecté comme suit :

(en K euros)	31/12/11 initial	Corrections	31/12/2011 corrigé
Capital	10 993		10 993
Réserves consolidés	4 000	-721	3 279
Ecart de conversion	-358		-358
Résultat net part du groupe	1 520	-12	1 508
Capitaux propres part du groupe	16 155	-733	15 422
Intérêts des minoritaires	1 060	-366	695
CAPITAUX PROPRES	17 215	-1 098	16 117
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 227		2 227
Autres passifs non courants	2 856		2 856
Provisions non courantes	2 595	1 098	3 693
Impôts différés	16		16
PASSIFS NON COURANTS	7 694	1 098	8 792
Emprunts auprès des établissements de crédit	22 180		22 180
Emprunts et dettes financières divers	5 981		5 981
Fournisseurs	27 737		27 737
Dettes fiscales et sociales	10 198		10 198
Autres dettes courantes	691		691
Provisions courantes	49		49
Passif d'impôt exigible	0		0
PASSIFS COURANTS	66 837		66 837
PASSIFS LIES AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	0		0
TOTAL DU PASSIF	91 745		91 745

Le compte de résultat est modifié comme suit :

(en Keuros)	31/12/11		31/12/2011	30/06/11		30/06/2011
	Initial	correction	corrigé	initial	correction	corrigé
Chiffre d'affaires	180 682		180 682	90 151		90 151
Subventions publiques	197		197	136		136
Autres produits opérationnels	348		348	182		182
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	181 226		181 226	90 468	0	90 468
Charges opérationnelles :						
Achats consommés	-93 865		-93 865	-47 540		-47 540
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours	-179		-179	-892		-892
Charges externes	-50 061		-50 061	-24 683		-24 683
Charges de personnel	-31 346		-31 346	-16 167		-16 167
Impôts et taxes	-3 704		-3 704	-1 787		-1 787
Dotation nette aux amortissements	-2 771		-2 771	-1 371		-1 371
Dépréciation d'actifs net des reprises :						
Sur goodwill	0		0	0		0
Sur immobilisations	-178		-178	0		0
Sur actifs financiers	0		0	0		0
Sur actifs courants	-77		-77	310		310
Pour risques et charges	-21		-21	-103		-103
Perte de valeur sur Goodwill						
Reprise de Badwill						
Autres (produits) charges opérationnelles :						
autres charges	-80		-80	-30		-30
autres produits (charges) exceptionnels	330		330	133		133
Transfert de charge et production immobilisée	328		328	150		150
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-400		-400	-1 511	0	-1 511
Autres produits et charges opérationnels non courants	-258	-18	-276	-16	14	-2
RESULTAT OPERATIONNEL	-658	-18	-676	-1 527	14	-1 513
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	16		16	0		0
Coût de l'endettement financier brut	-803		-803	-382		-382
Coût de l'endettement financier net	-787		-787	-382	0	-382
Autres produits financiers	23		23	12		12
Autres charges financières	-18		-18	-19		-19
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	6		6	-7	0	-7
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence	2 532		2 532	3 544		3 544
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 094	-18	1 076	1 628	14	1 642
Charge d'impôt sur le résultat	-33		-33	0		0
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	1 061	-18	1 043	1 628	14	1 642
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	0		0	0		0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 061	-18	1 043	1 628	14	1 642
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	1 520	-12	1 508	2 271	9	2 280
Résultat net attribuable aux intérêts des minoritaires	-459	-6	-465	-643	5	-638

Et le résultat global comme suit :

ETAT DE RESULTAT GLOBAL	31/12/11		31/12/2011	30/06/11		30/06/2011
	Initial	correction	corrigé	initial	correction	corrigé
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 061	-18	1 043	1 628	14	1 642
Variation des écarts de conversion (EEM)	-231		-231	-235		-235
Variation des écarts actuariels (EEM & DUC)	-27	92	65	71	23	94
Variation de la juste valeur des instruments financiers (EEM)	-104		-104	32		32
Ajustement de la valeur des vignes (EEM)	0		0	0		0
Impôts sur les opérations en capitaux propres (EEM)	51		51	-24		-24
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-311	92	-219	-156	23	-133
RESULTAT GLOBAL DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	749	74	823	1 472	37	1 509
attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	1 209	49	1 258	2 115	25	2 139
attribuable aux minoritaires	-459	25	-435	-643	12	-630

3) *Recours à des estimations*

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses et estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

- Sociétés mises en équivalence (EEM et SFC)

La méthode de l'actif net consolidé a été conservée car il n'a pas été considéré que ces méthodes utilisées au 31 décembre 2011 devaient être remises en cause.

- Actifs d'impôts différés

Des actifs d'impôts sont constatés dès lors qu'il y a des hypothèses raisonnables que ces actifs vont être consommés dans un avenir prévisible.

4) *Tests de perte de valeur*

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables, y compris les écarts d'acquisition (goodwill) et la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT).

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur au niveau des UGT chaque année au 31 décembre, sauf pour le Groupe DUC, lesquels sont faits au semestre. A la clôture semestrielle, le Groupe apprécie la présence d'indices de perte de valeur. Il est résulté de l'examen de ces indices :

- Qu'un test de dépréciation des immobilisations du Groupe DUC a été effectué au 30 juin 2012, sur la base d'un business plan sur 3 ans. Une période de projection de 5 ans a été retenue pour l'actualisation des flux de trésorerie, celle-ci apparaissant en effet comme étant la durée la plus proche de la durée d'utilité restant à courir des actifs évalués. Compte tenu des risques présentés par le marché dans lequel évolue le Groupe DUC, un taux d'actualisation avant impôt de 9,48% a été retenu. Sur une hypothèse de 5 ans la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe DUC au 30 juin 2011 de 25.922 K€ ne nécessiterait pas de dépréciation.
- Que la valeur de la participation d'EEM dans VERNEUIL PARTICIPATIONS a été examinée au regard de la situation d'EEM apparaissant dans les comptes au 30 juin 2012. Cette valeur a notamment été comparée au cours de bourse au 30 juin 2012. La comparaison de ces valeurs a conduit à maintenir la valeur d'EEM calculée selon la méthode de l'actif net consolidée.

PARTICULARITES PROPRES A L'ETABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES

5) *Charge d'impôt*

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'année en cours.

6) *Charges de retraite et autres avantages au personnel :*

Comme indiqué dans la note 1 sur les principes comptables, le Groupe a opté pour une application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2012. De ce fait, les états financiers de l'exercice 2011 ont été retraités de façon rétrospective en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Les impacts détaillés de la première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés dans la note 2.

Les charges de retraite et les autres avantages au personnel à long terme sont calculés de la même façon qu'à la clôture de l'exercice précédent. Les hypothèses sont inchangées sauf le taux d'actualisation qui a été ajusté à 3,38% pour les MDT, arrondi à 3,4 % pour les IFC (4,4% au 31 décembre 2011).

7) *Saisonnalité de l'activité*

L'activité ne présente pas de saisonnalité marquée.

D) Périmètre de consolidation et date de consolidation

Le Groupe VERNEUIL PARTICIPATIONS est composé :

- des sociétés VERNEUIL PARTICIPATIONS et FINANCIERE DUC lesquelles sont consolidées par intégration globale,
- du Groupe DUC, consolidé par intégration globale,
- du Groupe Electricité et Eaux de Madagascar qui est consolidé par mise en équivalence,
- du Groupe SFC qui est consolidé par mise en équivalence.

	Siège	Rcs	Pourcentage d'intérêt		Pourcentage de contrôle	
			30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
VERNEUIL PARTICIPATIONS	Paris	542 099 890				
Electricité et Eaux de Madagascar	Paris	602 036 782	23,87%	23,73%	29,35%	30,11%
Société Française de Casinos	Paris	393 010 467	19,52%	19,52%	19,52%	19,52%
Financière Duc	Luxembourg		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Groupe Duc SA	Chailley (89)	722 621 166	68,17%	66,71%	72,04%	70,39%
Scea de Varennes	Chailley (89)	384 018 644	68,17%	66,64%	100,00%	99,90%
Charolles Accoupage	Chailley (89)	382 094 092	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
Nutri-Bourgogne	Chailley (89)	401 735 352	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
Drome Acoupage	Chailley (89)	343 580 981	68,17%	44,03%	100,00%	66,00%
Sovigard	Chailley (89)	339 457 178	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
Duc Développement International	Chailley (89)	433 278 892	47,69%	46,67%	69,96%	69,96%
Sci de la Trirandière	Chailley (89)	390 363 463	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
Sci de Varennes	Chailley (89)	385 025 440	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
Rôtisserie Duc Dijon	Chailley (89)	448 423 053	68,17%	66,71%	100,00%	100,00%
DRB, Bulgarie			34,77%	34,02%	51,00%	51,00%

Les actions Duc, EEM et SFC sont cotées sur l'Eurolist d'Euronext compartiment C Paris.

Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en milliers d'euros.

1) Immobilisations incorporelles

	31/12/2011	Augmen- tation	Diminution	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2012
Droits d'exploitation	0					0
Frais R&D	0					0
Concessions, brevets...	917	40				957
Droit au bail, Fonds de commerce	60					60
Autres immobilisations incorporelles	175					175
Valeurs brutes	1 152	40	0	0	0	1 192
Concessions, brevets...	456	59				514
Frais R&D	0					0
Droit au bail Fonds de commerce	0					0
Autres immobilisations incorporelles	0					0
Amort. et pertes de valeur	456	59	0	0	0	514
Valeur nette	696	-19	0	0	0	677

2) Immobilisations corporelles

	31/12/2011	Augmen- tation	Diminution	Cession	Transfert vers des actifs à céder	Variation de périmètre	Transfert	30/06/2012
Terrains	3 152							3 152
Constructions	30 090	397		-209			162	30 440
Installations techniques	21 007	298		-133			82	21 254
Autres immobilisations corporelles	814	76		-28				863
Immobilisations en cours	653	410					-244	819
Valeurs brutes	55 717	1 182	0	-370	0	0	0	56 529
Terrains	2	0						2
Constructions	15 223	535		-196				15 563
Installations techniques	14 184	773		-50				14 907
Autres immobilisations corporelles	589	45						634
Immobilisations en cours	178							178
Amort. et pertes de valeurs	30 177	1 353	0	-246	0	0	0	31 284
Valeurs nettes	25 540	-171	0	-124	0	0	0	25 245
Dont :								
Biens pris en crédit-bail								
Terrains	15							15
Constructions	953							953
Installations techniques	5 077							5 077
Autres immobilisations corporelles	12	17						30
Valeurs brutes	6 057	17	0	0	0	0	0	6 074
Constructions	524	24						548
Installations techniques	3 365	192						3 557
Autres immobilisations corporelles	6	4						10
Amort. et pertes de valeurs	3 895	220	0	0	0	0	0	4 115
Valeurs nettes	2 162	-202	0	0	0	0	0	1 959

3) Immeubles de placement

	31/12/2011	30/06/2012
Valeur brute à l'ouverture	57	57
Mvt périmètre		
Acquisitions		
Cessions		
Ventilation de l'écart d'acquisition de Cobral		
Valeur brute à la clôture	57	57
Amortissements & pertes de valeur à l'ouverture	57	57
Mvt périmètre		
Dotations de l'exercice		
Reprise de l'exercice		
Amortissements & pertes de valeur à la clôture	57	57
Valeur nette	0	0

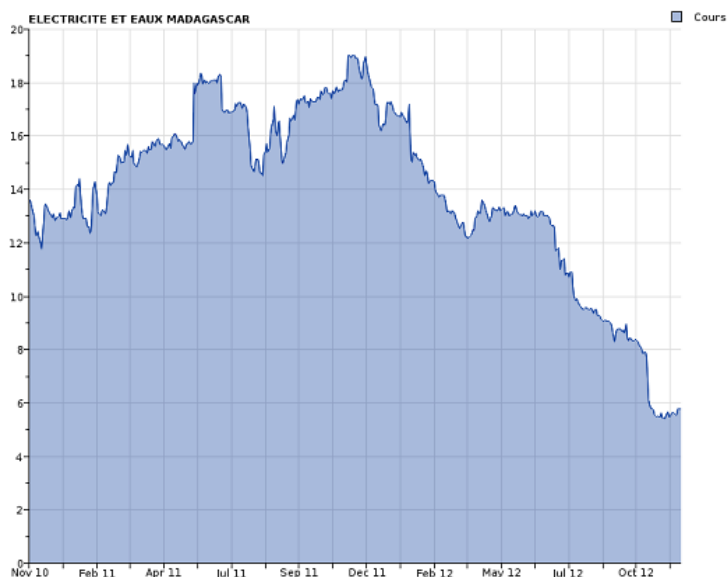
4) Titres des sociétés mises en équivalence

	31/12/2011			30/06/2012		
	EEM	SFC	Total	EEM	SFC	Total
Valeur d'équivalence à l'ouverture	15 274	2 682	17 955	17 530	2 899	20 428
Quote-part de résultat de la période	2 437	96	2 532	-5 937	43	-5 894
Distribution de dividende				-2 278		-2 278
Augmentation de capital		156				0
Ecart de conversion	-231		-231	9		9
Variation de périmètre	196	-26	170	85		85
Autres variations	-145	-9	-154	-175		-175
Valeur d'équivalence à la clôture	17 530	2 899	20 272	9 235	2 941	12 176
Pourcentage d'intérêt						
Valeur d'acquisition à l'ouverture	9 790	5 635	15 425	9 790	5 791	15 581
Augmentation (diminution)		156		20		20
Valeur d'acquisition à la clôture	9 790	5 791	15 581	9 810	5 791	15 601
Impôts différés passifs à l'ouverture :			-			-
Augmentation			-			-
Diminution			-			-
Impôts différés passifs à la clôture :			-			-
Nombre de titres	758 949	994 065		760 449	994 065	
cours à la clôture	16,45	1,55		13,00	2,49	
Valeur boursière à la clôture	12 485	1 541	14 026	9 886	2 475	12 361

Le Groupe n'entendant pas céder les titres ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR et SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS, la valeur boursière n'a pas été retenue comme un élément de la juste valeur de ces titres.

L'information financière relative à SFC figure sur le site www.casinos-sfc.com et celle relative à EEM figure sur le site <http://www.eem-group.com>.

Vous trouverez ci-après l'évolution du cours d'EEM sur les deux dernières années (source : Boursorama). Au 31 octobre 2012, le cours de l'action EEM est de 5,63 €.



5) Autres actifs financiers non courants

Ils concernent :

	31/12/2011	30/06/2012
Autres titres immobilisés et créances rattachées	114	118
Pertes de valeur	114	114
Valeur nette	0	4
Titres de Scpi	15	15
Pertes de valeur	0	0
Valeur nette	15	15
Prêts	0	0
Pertes de valeur	0	0
Valeur nette	0	0
Dépôts et cautionnements	2 195	2 784
Pertes de valeur	0	0
Valeur nette	2 195	2 784
Total valeur brute	2 323	2 917
Pertes de valeur	114	114
Total valeur nette	2 210	2 803
Dont :		
Groupe Duc	2 194	2 783
Verneuil Participations	15	19
Financière Duc	1	1
	2 210	2 803

Dans le poste dépôts et cautionnements figure notamment le fonds de garantie de l'affacturage de la société DUC qui représente 10% de l'encours clients cédé.

6) Impôts différés actif

Le Groupe a activé des impôts différés actifs à hauteur de ses impôts différés passifs.

Le Groupe est titulaire, au 30 juin 2012, d'impôts différés actifs non comptabilisés à hauteur de :

- 3,6 millions d'euros correspondant aux reports déficitaires de VERNEUIL PARTICIPATIONS.
- 11 millions d'euros correspondant aux reports déficitaires du Groupe DUC

7) Actifs non courants et groupes d'actif à céder détenus en vue de la vente et passifs inclus dans des groupes à céder

Néant.

8) Autres actifs courants

	31/12/2011	30/06/2012
Avances versées sur commande	180	271
Créances sur participations non consolidées ou consolidées par mise en équivalence (1)		380
Créances sur sociétés apparentées	751	1 494
Créances fiscales	2 062	2 560
Autres créances diverses (2)	21 470	21 493
Charges constatées d'avance	103	431
Valeur brute	24 565	26 628
A déduire : provision sur créances diverses (2)	-21 128	-21 128
Valeur nette	3 437	5 500
Dont :		
Groupe Duc	2 831	3 749
Financière Duc	525	520
Verneuil Participations	81	1 231
	3 437	5 500
Détails :		
(1) dont : EEM	0	380
(2) soit en net	342	365
dont :		
Chez DUC, Compte courant BSA	brut 21 074	21 074
	net 0	0

Les créances sur les sociétés apparentées concernent les positions en comptes courantes avec :

	31/12/2011	30/06/2012
Verneuil & Associés	540	481
Casino de Port La Nouvelle	13	13
Foch Investissement	199	1 000
total	751	1 494

9) Capital

Au 30 juin 2012, le capital social est composé de 1 099 265 actions (31 décembre 2011 : idem) d'une valeur nominale de 10 € chacune. Les statuts de la société ne prévoient pas de droits de vote double.

Le capital est ainsi réparti :

	31/12/2011	%	30/06/2012	%
Verneuil et Associés SNC	989 758	90,04%	989 385	90,00%
Foch Investissements SNC	21 643	1,97%	21 643	1,97%
Autres nominatifs	18 200	1,66%	18 639	1,70%
Public	69 664	6,34%	69 598	6,33%
Total	1 099 265	100,00%	1 099 265	100,00%

10) Endettement financier net

L'endettement financier net défini par le Groupe correspond aux dettes financières inscrites au bilan sous les postes « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit », courants comme non courants, diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique du même nom, ainsi que des avances consenties par les associés, les minoritaires ou les sociétés apparentées inscrites en « Emprunts et dettes financières divers ».

	31/12/2011	30/06/2012	
Emprunts auprès des établissements de crédit non courants :	I	2 227	1 518
Dont : Echéances à plus d'un an et moins de cinq ans		2 227	1 518
Echéances à plus de cinq ans		0	0
Emprunts courants auprès des établissements de crédit:	II	22 180	24 211
Dont : Découvert *		20 885	22 826
Echéances à moins d'un an des emprunts bancaires		1 296	1 385
Total Emprunts auprès des établissements de crédit (I+II)	III	24 408	25 729
Autre endettement à moins d'un an:			
Comptes courants des associés et des sociétés apparentées *		5 981	5 450
	IV	5 981	5 450
Endettement Brut (III+IV)	V	30 389	31 179
Dont : taux fixe			
taux variable		30 389	31 179
Trésorerie et équivalents de trésorerie :			
Valeurs mobilières de placement		1 075	577
Disponibilités		331	121
	VI	1 407	697
Endettement financier net (V - VI)		28 983	30 482

* crédit à moins d'un an renouvelable

L'échéance des dettes financières est la suivante :

	<1 an	2-5 ans	>5 ans	Total
Emprunts	1 385	1 518	0	2 903
Découverts *	22 826			22 826
Comptes courants *	5 450			5 450
				31 179

* crédit à moins d'un an renouvelable

Les valeurs mobilières de placement sont composées essentiellement de SICAV de trésorerie sans risques.

Dans les concours bancaires courants est inclus l'affacturage de Groupe DUC pour un montant de 20.715 K€ au 30 juin 2012 contre 20.292 K€ au 31 décembre 2011. A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients, la gestion du poste clients étant conservée par la société DUC. La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des besoins de trésorerie du Groupe DUC. Le poste clients de DUC est cédé à hauteur de 96%.

Les coûts liés à l'affacturage s'élevèrent pour le 1^{er} semestre 2012 à :

- 182 K€ de charges financières
- 50 K€ de commissions d'affacturage

Les avances consenties par les associés ou sociétés apparentées portent, pour la plupart d'entre elles, intérêt au taux effectif moyen pratiqué par les établissements de crédit pour les prêts à taux variable aux entreprises d'une durée initiale supérieure à deux ans. Elles sont remboursables à moins d'un an. Elles concernent les sociétés suivantes :

	31/12/2011	30/06/2012
Foch Investissements	56	55
Verneuil & associés	4 470	4 205
FD Conseils et Participations	1 241	1 021
EEM	103	3
Divers autres	112	166
total	5 981	5 450

11) Autres Passifs non courants

	31/12/2011	30/06/2012
Dettes fiscales et sociales à plus d'un an	0	0
Subventions restant à reprendre	844	805
<i>Dont à plus d'un an et moins de cinq ans</i>	297	290
<i>Dont à plus de cinq ans</i>	547	515
Dettes diverses (1)	2 012	2 009
Passifs non courants	2 856	2 814
Dont :		
Groupe DUC	2 856	2 814

(1) dont CECAB (minoritaire du groupe DUC à hauteur de 16,82%) : 2.000 KE, bloqués sur 7 ans sans intérêts à compter du 28/04/08

12) Provisions non courantes

	Restructuration	Indemnités de départ en retraite	Médailles du travail	Autres avantages à long terme	Total
Au 31/12/2011 Initial	0	2 325	244	26	2 595
correction		1 098			1 098
Au 31/12/2011 Après correction IAS 19R	0	3 423	244	26	3 693
Augmentation		765	25		790
Montants repris utilisés		-18			-18
Montants repris non utilisés					0
Au 30/06/2012	0	4 170	269	26	4 465
Dont :					
DUC	0	4 170	269	26	4 465

La ligne « correction » fait suite à l'application anticipée de la norme IAS19.

13) Informations sectorielles

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé. Par suite de la prise de contrôle par le Groupe de SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS, elle est principalement organisée en fonction du découpage suivant : la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (jeux virtuels, casinos et thermes), Groupe DUC (volaille) et Groupe EEM (investissements diversifiés).

a) Analyse du capital investi

	31/12/2011		30/06/2012	
Capitaux propres	17 215	35,24%	9 316	20,99%
Impôts différés	16	0,03%	16	0,04%
Provisions courantes et non courantes	2 643	5,41%	4 576	10,31%
Endettement financier net	28 983	59,32%	30 482	68,67%
Capitaux investis	48 857	100,00%	44 389	100,00%
Répartis entre :				
SFC	2 899	5,93%	2 941	6,63%
Groupe Duc	28 301	57,93%	30 605	68,95%
Groupe Eem	17 530	35,88%	9 235	20,80%
Divers	127	0,26%	1 608	3,62%
	48 857	100,00%	44 389	100,00%

b) Analyse sectorielle du bilan

	Duc	Eem	SFC	Divers	30/06/2012
Ecarts d'acquisition - Goodwill	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	677	0	0	0	677
Immobilisations corporelles	25 244	0	0	0	25 245
Immeubles de placement	0	0	0	0	0
Participations dans des entités liées	0	0	0	0	0
Titres en mis en équivalence	0	9 235	2 941	0	12 176
Autres actifs financiers non courants	2 783	0	0	20	2 803
Autres actifs non courants	0	0	0	0	0
Autres passifs non courants	-2 814	0	0	0	-2 814
Impôts différés	0	0	0	0	0
ACTIFS (PASSIFS) NON COURANTS	25 891	9 235	2 941	20	38 087
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder	0	0	0	0	0
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente	0	0	0	0	0
Actifs (passifs) destinés à la vente	0	0	0	0	0
Actifs biologiques	6 830	0	0	0	6 830
Stocks et en-cours	8 846	0	0	0	8 846
Clients	22 340	0	0	25	22 365
Autres actifs courants	3 749	0	0	1 751	5 500
Actif d'impôt exigible	233	0	0	0	233
Fournisseurs	-25 978	0	0	-177	-26 156
Dettes fiscales et sociales	-9 885	0	0	-11	-9 896
Autres dettes courantes	-1 420	0	0	0	-1 420
Passif d'impôt exigible	0	0	0	0	0
Actifs moins passifs hors endettement net	4 714	0	0	1 588	6 302
Capitaux investis	30 605	9 235	2 941	1 608	44 389

	Duc	Eem	SFC	Divers	31/12/2011
Ecarts d'acquisition - Goodwill	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	696	0	0	0	696
Immobilisations corporelles	25 540	0	0	0	25 540
Immeubles de placement	0	0	0	0	0
Participations dans des entités liées	0	0	0	0	0
Titres en mis en équivalence	0	17 530	2 899	0	20 429
Autres actifs financiers non courants	2 194	0	0	16	2 210
Autres actifs non courants	0	0	0	0	0
Autres passifs non courants	-2 856	0	0	0	-2 856
Impôts différés	0	0	0	0	0
ACTIFS (PASSIFS) NON COURANTS	25 574	17 530	2 899	16	46 018
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder	0	0	0	0	0
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente	0	0	0	0	0
Actifs (passifs) destinés à la vente	0	0	0	0	0
Actifs biologiques	6 498	0	0	0	6 498
Stocks et en-cours	8 378	0	0	0	8 378
Clients	22 924	0	0	25	22 949
Autres actifs courants	2 831	0	0	606	3 437
Actif d'impôt exigible	202	0	0	0	202
Fournisseurs	-27 263	0	0	-474	-27 737
Dettes fiscales et sociales	-10 151	0	0	-47	-10 198
Autres dettes courantes	-691	0	0	0	-691
Passif d'impôt exigible	0	0	0	0	0
Actifs moins passifs hors endettement net	2 728	0	0	111	2 839
Capitaux investis	28 301	17 530	2 899	127	48 857

c) Eléments du compte de résultat

	Verneuil Participations	Groupe EEM	Groupe SFC	Groupe DUC	Financière Duc	TOTAL
30/06/12						
Chiffre d'affaires	0	0	0	90 189	0	90 189
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	0	0	0	90 377	0	90 377
Achats consommés	0	0	0	-45 817	0	-45 818
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours	0	0	0	679	0	679
Charges externes	-127	0	0	-25 806	-12	-25 945
Charges de personnel	0	0	0	-16 088	0	-16 088
Impôts et taxes	0	0	0	-1 617	0	-1 618
Dotation nette aux amortissements	0	0	0	-1 412	0	-1 412
Dépréciation d'actifs net des reprises	0	0	0	41	0	41
Provisions pour risques et charges	0	0	0	-245	0	-245
autres charges	0	0	0	-11	0	-11
autres produits (charges) exceptionnels	84	0	0	0	0	84
Transfert de charge et production immobilisée	0	0	0	222	0	222
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-43	0	0	323	-12	268
Autres produits et charges opérationnels non courants	-3	0	0	-17	0	-20
RESULTAT OPERATIONNEL	-46	0	0	306	-12	249
Résultat financier	-17	0	0	-281	0	-298
Quote-part dans le résultat net des participations						
mises en équivalence	0	-5 937	43	0	0	-5 894
RESULTAT AVANT IMPOTS	-63	-5 937	43	25	-12	-5 944
Charge d'impôt sur le résultat	0	0	0	-8	0	-8
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	-63	-5 937	43	17	-12	-5 951
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	0	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DEL'ENSEMBLE CONSOLIDE	-63	-5 937	43	17	-12	-5 951

	Verneuil Participations	Groupe EEM	Groupe SFC	Groupe DUC	Financière Duc	TOTAL
30/06/11						
Chiffre d'affaires	24	0	0	90 127	0	90 151
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	24	0	0	90 445	0	90 468
Achats consommés	0	0	0	-47 540	0	-47 540
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours	0	0	0	-892	0	-892
Charges externes	-55	0	0	-24 607	-21	-24 683
Charges de personnel	-48	0	0	-16 119	0	-16 167
Impôts et taxes	-15	0	0	-1 767	-5	-1 787
Dotation nette aux amortissements	0	0	0	-1 371	0	-1 371
Dépréciation d'actifs net des reprises	0	0	0	310	0	310
Provisions pour risques et charges	0	0	0	-103	0	-103
autres charges	0	0	0	-30	0	-30
autres produits (charges) exceptionnels	133	0	0	0	0	133
Transfert de charge et production immobilisée	3	0	0	147	0	150
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	41	0	0	-1 526	-26	-1 511
Autres produits et charges opérationnels non courants	-6	0	0	4	0	-2
RESULTAT OPERATIONNEL	35	0	0	-1 522	-26	-1 513
Résultat financier	-29	0	0	-360	0	-389
Quote-part dans le résultat net des participations						
mises en équivalence	0	3 893	-349	0	0	3 544
RESULTAT AVANT IMPOTS	6	3 893	-349	-1 881	-26	1 642
Charge d'impôt sur le résultat	0	0	0	0	0	0
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	6	3 893	-349	-1 881	-26	1 642
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	0	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DEL'ENSEMBLE CONSOLIDE	6	3 893	-349	-1 881	-26	1 642

14) Engagements hors bilan

a) Engagements financiers donnés

VERNEUIL PARTICIPATIONS est tenue personnellement et indéfiniment responsable des dettes sociales proportionnellement à sa quote-part dans le capital des Scpi Propierre, Valloire Investissement Pierre.

Conjointement à l'acquisition pour un euro de 5 000 actions de la société Gep Industries (effectuée en 2002), VERNEUIL PARTICIPATIONS s'est engagé auprès du cédant à lui verser un complément de prix égal à 75% des produits encaissés au titre desdites actions au cours d'une période de 10 ans expirant le 14 janvier 2012.

VERNEUIL PARTICIPATIONS s'est portée caution solidaire dans la limite de 777 K€, à l'égard de la société NATEXIS LEASE, dans le cadre d'un contrat de crédit-bail souscrit par la Société DUC. L'engagement produira ses effets jusqu'au paiement de la totalité des sommes dues par la Société DUC aux termes du contrat de crédit-bail d'une durée de 6 années.

Dans le cadre de la cession de COBRAL, le Groupe DUC a donné à l'acquéreur une garantie d'actif et de passif d'un montant maximum de 400 K€ jusqu'au 30 avril 2013. Celle-ci a été activée partiellement. Elle concerne en partie des créances recouvrables et n'impacte pas le résultat du 30 juin 2012.

b) Engagements financiers reçus

Néant

c) Engagements réciproques

Par renouvellement du contrat de prêt en date du 3 février 2004, 4 300 titres PARTNER REGULARITE ont été mis à la disposition de la société VERNEUIL PARTICIPATIONS par la société FINANCIERE DUC SA. Ce prêt est consenti pour une durée de 11 mois à compter du 4 février 2004, soit jusqu'au 3 janvier 2005 et est renouvelé par tacite reconduction. Il est rémunéré au taux linéaire de 4,21% l'an calculé sur la valeur des titres au 4 mars 2003.

Par convention en date du 28 décembre 2001, 4.462 titres IPBM ont été mis à la disposition de la société VERNEUIL PARTICIPATIONS par la société FOCH INVESTISSEMENTS SNC. Ce prêt est consenti pour une durée de 11 mois à compter du 1er janvier 2002, soit jusqu'au 30 novembre 2002 et renouvelé par tacite reconduction. Ce prêt de titres est rémunéré au taux linéaire de 1,5 % l'an calculé sur la valeur des titres au 1er janvier 2002.

d) Dettes garanties par des sûretés réelles

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur PROMIVI à hauteur de 340K€.

15) Informations relatives aux parties liées

a) Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Néant.

b) Autres transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées s'apprécient ainsi :

		31/12/2011			30/06/2012		
		Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
Verneuil Participations							
Verneuil & Associés	Compte courant	41		-4 470	12		-4 205
	Fournisseur			-10			-10
Foch Investissements	Compte courant	1		-27		3	775
FDCP	Compte courant	22		-1 241	5		-1 021
Société Française de Casinos	Compte courant						
	Clients		38	21			21
Port La Nouvelle	Compte courant			13			13
EEM	Clients		9				
	Compte courant	3		-103	3		-3
Duc							
Foch Investissements	Compte courant			133			133
FDCP	Compte courant						
Verneuil & Associés	Compte courant			-1			-1
Les Vergers (groupe EEM)	Compte courant			-155			-155
Financière Duc							
Verneuil & Associés	Compte courant			481			481
Foch Investissements	Compte courant			37			37
Divers autres	Compte courant			-63			-63
Total		67	46	-5 385	20	3	-3 998

Verneuil Participations

Société Anonyme

29, rue Viala
75015 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Comptes consolidés résumés
Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

SYNERGIE-AUDIT
111, rue Cardinet
75017 PARIS

LRD & ASSOCIES
118, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Verneuil Participations

Société Anonyme

29, rue Viala
75015 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Comptes consolidés résumés
Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société VERNEUIL PARTICIPATIONS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

La note C 3. « Principes comptables et méthodes d'évaluation - recours à des estimations » précise que la société EEM est mise en équivalence sur la base de son actif net consolidé.

Comme il est indiqué dans la note B 3 de l'annexe « Faits et caractéristiques de la période et événements postérieurs - Electricité et Eaux de Madagascar (EEM) », les Commissaires aux comptes d'EEM ne sont pas en mesure d'apprécier le niveau de la dépréciation de l'investissement dans le Groupe GASCOGNE qui a été constaté au 30 juin 2012, en l'absence d'informations publiques disponibles sur les flux de trésorerie futurs et du fait des incertitudes relevées sur la valeur nette de l'investissement dans le Groupe GASCOGNE, mis en équivalence dans les comptes d'EEM. L'actif net consolidé d'EEM inclut la dépréciation de l'investissement dans le Groupe GASCOGNE.

Dans ce contexte, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la valeur de l'investissement dans le Groupe EEM au 30 juin 2012, mis en équivalence dans les comptes de Verneuil Participations pour le montant de 9 235 K€.

Sur la base de notre examen limité et en raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure d'exprimer une conclusion sur la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés des informations données dans le rapport semestriel d'activité appellent, de notre part, les mêmes constatations que celles formulées dans la première partie de ce rapport.

Paris, le 14 décembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

SYNERGIE-AUDIT

LRD & ASSOCIES

Michel BACHETTE-PEYRADE

Hervé LE ROY